

AKTUELL



Les intervenants de la conférence de presse: Stan Brabant, David Pereira, Roby Antony et Irina Fedotova.

LGBTI

Fuite en avant

Luc Caregari

La Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT) était l'occasion de rappeler que le Luxembourg ne peut pas fermer les yeux sur les répressions meurtrières que rencontrent les activistes à travers le monde.

Avec un premier et un vice-premier ministre ouvertement homosexuels, on devrait supposer que le grand-duché de Luxembourg est un pays sensibilisé à toutes les problématiques qui touchent les communautés LGBTI. Et pourtant, en ce qui concerne les réfugiés discriminés qui demandent l'asile au Luxembourg, il reste du pain sur la planche (voir dossier dans le woxx 1362).

Pour marquer le coup de la journée IDAHOT et démontrer qu'ils n'ignorent pas le sort réservé à celles et ceux qui doivent fuir leur pays à cause de leur orientation sexuelle, le Centre d'information gay et lesbien (Cigale) et Amnesty International (AI) ont, lors d'une conférence de presse, pointé du doigt le Luxembourg, qui serait à la traîne en matière d'accueil de ces réfugiés « différents ». « L'homosexualité ne doit pas être acceptée, ni tolérée - elle fait partie intégrante de la société », a lancé David Pereira, le président d'AI au Luxembourg. S'il concède que l'Europe a avancé en général, il déplore le fait que beaucoup d'États africains sont en pleine régression. Dont certainement l'Ouganda, qui est avec l'Iran un des dix pays où l'homosexualité est passible de la peine de mort (sur 76 où elle est punissable) - mais aussi l'Algérie, la Tunisie (voir notre article Inter-global p. 10), le Maroc et l'Égypte. Tous ces pays viennent d'être déclarés sûrs par le parlement allemand.

Mais la focale s'est très vite tournée vers la Russie, avec le témoignage d'Irina Fedotova, activiste LGBTI et demandeuse d'asile au Luxembourg (toujours en attente de son entretien avec la Direction de l'immigration). Fedotova, organisatrice entre autres de la

Gay Pride à Moscou, a trouvé les mots justes pour décrire la situation des homosexuels en Russie. Un pays où la police et les autorités sont complices d'une homophobie généralisée et considérée comme une tradition et un droit. « Les bars gays sont systématiquement incendiés, les gens qui y sortent sont battus, parfois à mort. Et les victimes ne peuvent que difficilement accéder aux soins et encore moins à la justice » : ainsi décrit-elle une société prise dans une spirale de violences homophobes, qui vont de pair avec la répression de toute force d'opposition et de société civile. Comme l'a rappelé Stan Brabant, le directeur général d'AI Luxembourg, ce sont avant tout deux lois qui musellent en ce moment toutes les activités des ONG, et surtout celles qui se battent pour les droits LGBTI en Russie : une visant les ONG étrangères et l'autre interdisant toute « propagande homosexuelle ».

Les dérives d'un État qui érige l'homophobie en principe peuvent aussi toucher celles et ceux qui le fuient. Car sans attestations médicales ou sans procès-verbaux d'arrestations gratuites, il est très difficile de prouver aux autorités du pays refuge qu'on est poursuivi et qu'on a le droit d'accéder à sa protection. Surtout quand on vient d'un pays comme la Russie qui, officiellement, n'est pas en guerre.

S'y ajoutent les problèmes dans les foyers de primo-accueil, où les réfugiés LGBTI ont souvent peur d'être reconnus comme tels. Certains d'ailleurs sont tellement traumatisés qu'ils n'osent même pas évoquer leur orientation sexuelle pendant les entretiens.

Pour l'instant, le Luxembourg n'a pas prévu de structure d'accueil dédiée aux réfugiés LGBTI, comme il en existe à Berlin par exemple. Néanmoins, le ministère de la Famille a communiqué le même jour sur la signature par la ministre Cahen d'une « déclaration d'intention IDAHOT » - au moins les intentions sont bonnes.

SHORT NEWS

Richtung 22 : la craie du crime

(lc) - Les Allemands ont la Causa Böhmernann et ses démêlés avec la justice. Et le Luxembourg risque d'avoir son cas limite judiciaire en matière de libre expression avec la Causa Richtung 22. On se souvient : l'année dernière, à la veille de la fête nationale, certains membres du collectif artistique (et d'autres organisations, notamment l'Unel et Jonk Lénk) avaient été surpris par la police grand-ducale sur les marches de la Philharmonie. Ils étaient en train d'y apposer - à la craie - une version satirique de la « Hémécht » pour ridiculiser le tam-tam patriotique qui se résonne dans le pays chaque 23 juin. Non seulement ils ont été rudement pris à partie par les forces de l'ordre, qui les auraient traités de tous les noms, mais maintenant le parquet s'en mêle aussi, inculquant quatre « activistes » selon l'article 526 du Code pénal qui punit la dégradation « d'objets destinés à l'utilité publique ». Une telle inculpation n'étant pas anodine, Richtung 22 flaire le procès politique : une « manœuvre d'intimidation », comme ils le formulent, à l'égard des organisations de jeunesse engagées. Rendez-vous est pris le 23 mai à la Cité judiciaire - les inculpés demandent expressément au public de venir en masse.

Jean Asselborn: Für CETA in den Tod?

(lm) - „Ich bin nicht bereit, für TTIP zu sterben.“ Das hatte der Außenminister der Süddeutschen Zeitung vor einem Jahr anvertraut. Doch dieser Vorsatz scheint für das andere transatlantische Handelsabkommen nicht zu gelten. Obwohl die luxemburgischen NGOs den Inhalt von CETA noch einmal scharf kritisiert hatten (woxx 1371), sprach sich Jean Asselborn im Ministerrat vom 13. Mai für das Abkommen mit Kanada aus. Er rechtfertigte seine Begeisterung für CETA bei einer Pressekonferenz am Donnerstag: „Ceta ist nicht TTIP!“. Öffentliche Dienstleistungen und europäische Normen blieben geschützt, die neuen Schiedsgerichte böten alle Garantien, gab ihn Radio 100,7 wieder. Eine Darstellung, auf die die NGOs prompt mit einem kritischen Kommuniqué reagierten. Hauptargument Asselborns waren allerdings die wirtschaftlichen Chancen, die sich durch die Liberalisierung für die EU und insbesondere Luxemburg eröffneten. Schon möglich, dass in Luxemburg angesiedelte Großunternehmen von CETA profitieren und unterm Strich die wirtschaftliche Bilanz für das Großherzogtum positiv ist. Wie die jüngste Geschichte zeigt, steht der Luxemburger Staat schließlich zuerst im Dienste der Steuerhinterzieher und der Konzerne, auch wenn das auf Kosten des europäischen Gemeinwohls und - im Fall CETA - des Wohls der einfachen Bürger geht.

Divorce : retour à la case départ

(rg) - Le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL) se montre déçu par deux aspects de la réforme du divorce telle qu'annoncée la semaine passée (woxx 1371). Après 13 ans de débats sur cette réforme, le projet actuel aurait un air de déjà-vu. Alors que le programme gouvernemental prévoyait le maintien de la notion de faute en présence de faits particulièrement graves, on vient d'annoncer l'abolition pure et simple de cette notion. Le CNFL avait déjà relevé pour le projet de 2003 « l'incohérence de laisser subsister des devoirs tout en éliminant les conséquences du non-respect de ces devoirs ». Pour lui, il serait donc nécessaire qu'une réforme du mariage vienne lever cette incohérence. À défaut, il faudrait maintenir le divorce pour faute - ce qui n'empêcherait pas l'introduction du divorce pour rupture irrémédiable que beaucoup souhaitent. Le dispositif visant à mieux protéger le conjoint non actif ne représente nullement un progrès, selon le CNFL. Par contre, un partage obligatoire des droits à pension acquis pendant le mariage pourrait être « une mesure transitoire qui vise à compenser les pertes unilatérales subies par les personnes mariées qui ont interrompu, respectivement réduit leur activité professionnelle ». Pour conclure : « En résumé, les mesures telles qu'annoncées semblent être largement similaires à celles contenues dans le projet de réforme précédent, projet qui n'a jamais pu aboutir en raison notamment de ces mi-mesures. »